



Rapport de gestion **Pour l'exercice clos le 30 novembre 2012**

Généralités

Le présent rapport de la direction sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Groupe d'Alimentation MTY inc. (« MTY ») fournit de l'information additionnelle et devrait être lu de pair avec les états financiers consolidés et notes annexes de l'exercice clos le 30 novembre 2012.

Dans le présent rapport de gestion, l'acronyme « MTY » et les expressions « Groupe d'Alimentation MTY inc. » ou « la Société » désignent, selon le cas, Groupe d'Alimentation MTY inc. et ses filiales ou Groupe d'Alimentation MTY inc. ou l'une de ses filiales.

Les renseignements et données présentés dans ce rapport de gestion ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) et aux interprétations actuellement publiées et en vigueur qui s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Les données comparatives au 30 novembre 2011 ont été retraitées conformément aux IFRS.

Le passage aux IFRS a une incidence sur certains éléments de l'information financière. Les changements qui procèdent de l'adoption des IFRS sont mis en évidence à la rubrique « Normes comptables adoptées en 2012 » du présent rapport de gestion et dans la note 34 des états financiers consolidés.

Ce rapport de gestion est arrêté au 13 février 2013. De l'information supplémentaire sur MTY, y compris ses plus récents rapports annuels et trimestriels, ainsi que des communiqués de presse sont disponibles sur le site Web de SEDAR, www.sedar.com.

Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion et notamment, sans s'y restreindre, les rubriques intitulées « Aperçu », « Chiffre d'affaires d'établissements comparables », « Éléments de passif éventuels » et « Événements postérieurs », renferment des énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs comportent, sans s'y limiter, des déclarations relatives à certains aspects des perspectives d'affaires de la Société au cours de

l'exercice 2012. Ils comprennent également d'autres assertions qui ne réfèrent pas à des faits historiques distinctement vérifiables. Nous formulons un énoncé prospectif lorsque nous utilisons ce que nous savons et prévoyons aujourd'hui pour faire un commentaire à propos de l'avenir. Les énoncés prospectifs peuvent renfermer des mots tels hypothèse, but, conseil, intention, objectif, aperçu et stratégie, ou employer à divers temps, notamment au conditionnel ou au futur, des verbes tels viser, anticiper, croire, s'attendre à, planifier, projeter, rechercher, cibler, s'efforcer, pouvoir ou devoir. Tous ces énoncés prospectifs sont formulés en vertu des dispositions d'exonération prévues par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables.

À moins d'indication à l'effet contraire de notre part, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion décrivent nos prévisions au 13 février 2013 et, par conséquent, sont sujets à changement après cette date. Nous ne nous engageons d'aucune façon à actualiser ou à réviser un énoncé prospectif, que ce soit à la suite d'une information nouvelle, d'événements futurs ou autrement, et déclinons toute obligation à cet égard si ce n'est en vertu des exigences des lois sur les valeurs mobilières canadiennes.

De par leur nature même, les énoncés prospectifs sont soumis à des incertitudes et risques intrinsèques. Ils sont fondés sur plusieurs hypothèses qui soulèvent la possibilité que les résultats ou événements réels diffèrent substantiellement de nos attentes implicites ou explicites ou que nos perspectives d'affaires, nos objectifs, nos plans et nos priorités stratégiques ne se réalisent pas. En conséquence, nous ne pouvons garantir qu'un énoncé prospectif se concrétisera et nous vous invitons à ne pas accorder une confiance indue à nos énoncés prospectifs. Dans ce rapport de gestion, les énoncés prospectifs sont formulés afin d'informer sur les priorités stratégiques actuelles, les attentes et les plans de la direction. Ils visent à permettre aux investisseurs et à d'autres d'obtenir une meilleure compréhension de nos perspectives d'affaires et de notre milieu d'exploitation. Les lecteurs sont avisés, cependant, que cette information peut être inappropriée à d'autres fins.

Les énoncés prospectifs formulés dans ce rapport de gestion sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses que nous considérons raisonnables au 13 février 2013. Veuillez vous reporter, en particulier, à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » pour une description de certaines des hypothèses clés, tant économiques et opérationnelles que de marché, que nous avons utilisées dans la rédaction des énoncés prospectifs contenus dans ce rapport. Si nos hypothèses se révèlent imprécises, nos résultats réels pourraient s'écarter de façon importante de nos attentes.

À moins d'indication contraire aux présentes, les priorités stratégiques, les perspectives d'affaires et les hypothèses décrites dans le rapport de gestion antérieur demeurent essentiellement les mêmes.

Des facteurs de risque importants pourraient faire en sorte que les résultats ou événements réels s'écarterent substantiellement de ceux exprimés ou suggérés par les énoncés prospectifs susmentionnés et d'autres contenus dans ce rapport de gestion. Ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, l'intensité des activités concurrentielles et

leur incidence sur notre capacité d'attirer la clientèle; notre capacité d'obtenir des emplacements avantageux et de renouveler nos baux actuels à des taux acceptables; l'arrivée de concepts étrangers; notre capacité d'attirer de nouveaux franchisés; les changements en matière de goûts de la clientèle, de tendances démographiques et quant à l'attrait de nos concepts; les changements à l'égard des profils d'achalandage ainsi que des coûts et taux d'occupation des centres commerciaux et tours de bureaux; la conjoncture économique et financière générale; les niveaux de confiance et de dépenses du consommateur; la demande et les prix de nos produits; notre capacité de mettre en œuvre nos stratégies et plans de manière à générer les profits attendus; les situations affectant la capacité de tiers fournisseurs de nous procurer des produits et services essentiels; la disponibilité et le coût de la main-d'œuvre; la volatilité des marchés de valeurs; les contraintes opérationnelles ainsi que l'occurrence d'épidémies, de pandémies et d'autres risques pour la santé.

Les facteurs de risque ci-dessus et d'autres qui pourraient donner lieu à des résultats ou événements substantiellement différents des attentes explicites ou implicites formulées dans nos énoncés prospectifs sont commentés dans le présent rapport de gestion.

Nous avertissons le lecteur que les risques décrits ci-dessus ne sont pas les seuls susceptibles de nous affecter. Des incertitudes et risques additionnels que nous ne connaissons pas pour l'instant ou que nous jugeons présentement négligeables peuvent aussi avoir un effet préjudiciable sur notre entreprise, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation.

À moins d'indication contraire de notre part, les énoncés prospectifs ne rendent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments spéciaux, ou de quelque disposition, monétisation, fusion, acquisition, autre regroupement d'entreprises ou autre opération qui peuvent être annoncés ou peuvent survenir après le 13 février 2013. L'impact financier de telles opérations et d'éléments non récurrents ou spéciaux peut être complexe et dépend des particularités de chaque cas. En conséquence, nous ne pouvons décrire l'impact prévu de façon concrète ou comme nous le faisons des risques connus ayant une incidence sur notre entreprise.

Respect des normes internationales d'information financière

À moins d'indication contraire, les renseignements financiers présentés ci-après, y compris les valeurs tabulaires, sont libellés en dollars canadiens et préparés selon les normes internationales d'information financière (« IFRS »). MTY utilise le résultat avant impôts, intérêts sur la dette à long terme et amortissements (« BAIIA ») parce que cet indicateur permet à la direction d'évaluer le rendement opérationnel de la Société. La Société présente également la croissance du chiffre d'affaires d'établissements comparables, qui est défini comme le volume comparatif des ventes générées par des établissements ouverts depuis au moins treize mois ou acquis il y a plus de treize mois.

Ces données sont des indicateurs financiers largement reconnus, mais qui n'ont pas une définition standard au sens des PCGR. En conséquence, il est possible qu'elles ne

puissent être comparées au BAIIA et au chiffre d'affaires d'établissements comparables présentés par d'autres sociétés.

Faits saillants d'événements significatifs au cours de l'exercice

Le 26 septembre 2012, la Société a annoncé qu'elle avait réalisé l'acquisition de la plupart des actifs de Souvlaki Ltd. pour une contrepartie estimée à 0,9 millions \$.

Entreprise principale

MTY franchise et exploite des établissements de restauration rapide sous les bannières suivantes : Tiki-Ming, Sukiyaki, La Crémère, Au Vieux Duluth Express, Carrefour Oriental, Panini Pizza Pasta, Chick'n'Chick, Franx Supreme, Croissant Plus, Villa Madina, Cultures, Thaï Express, Vanellis, Kim Chi, TCBY, Yogen Früz, Sushi Shop, Koya Japan, Vie & Nam, Tandori, O'Burger, Tutti Frutti, TacoTime, Country Style, Buns Master, Valentine, Jugo Juice, Mr. Sub, Koryo Korean Barbeque et Mr. Souvlaki.

Au 30 novembre 2012, MTY détenait 2 199 établissements en opération, dont 2 179 étaient franchisés ou faisaient l'objet d'ententes d'exploitation tandis que les 20 autres étaient exploités par MTY.

Les établissements de MTY : i) ont façade sur rue; ii) se trouvent dans les foires alimentaires et les centres commerciaux; et iii) se présentent sous une forme non traditionnelle dans des stations-services, des dépanneurs, des cinémas et des parcs d'attractions ainsi qu'en d'autres lieux ou dans des parcs commerciaux. Les emplacements non traditionnels sont typiquement plus petits, exigent un moindre investissement et génèrent de ventes inférieures à celles d'établissements établis dans les centres commerciaux, les foires alimentaires ou avec façade sur rue. Les bannières Country Style, La Crémère, TCBY, Sushi Shop, TacoTime, Valentine, Tutti Frutti et Mr. Sub sont surtout établis avec façade sur rue. La Crémère et TCBY sont exploitées essentiellement d'avril à septembre tandis que les autres bannières le sont l'année durant.

MTY a développé plusieurs concepts de restauration rapide. Tiki-Ming (cuisine chinoise) a été sa première bannière, suivie de Sukiyaki (délices de la table japonaise), Franx Supreme (hotdogs/hamburgers), Panini Pizza Pasta, Chick'n'Chick, Caféràma, Villa Madina, Carrefour Oriental, Kim Chi, Vie & Nam, Tandori et O'Burger.

D'autres bannières se sont ajoutées à la suite d'acquisitions successives, notamment :

- En 1999, 18 établissements de la chaîne Fontaine Santé/Veggirama;
- En 2001, 74 établissements de la chaîne La Crémère;
- En 2002, 20 établissements de la chaîne Croissant Plus;
- En 2003, 24 établissements de la chaîne Cultures;
- En mai 2004, six établissements de la chaîne Thaï Express;
- En juin 2004, 103 établissements de la chaîne Vanellis; et

- En septembre 2005, 91 établissements de The Country's Best Yogurt (« TCBY »), de concert avec les droits de franchise maîtresse canadienne.
- Le 1^{er} avril 2006, les droits de franchise exclusifs de Yogen Früz^{MC} au Canada et son réseau de 152 établissements existants;
- Le 1^{er} septembre 2006, la bannière Sushi Shop, ses 42 franchises et 5 établissements corporatifs;
- Le 19 octobre 2006, la bannière Koya Japan, ses 24 franchises et un établissement corporatif;
- Le 1^{er} septembre 2007, 15 franchises existantes de la bannière Sushi Shop, acquises d'un groupe d'investisseurs;
- Le 15 septembre 2008, la bannière Tutti Frutti et ses 29 établissements qui desservent la clientèle du petit-déjeuner et du lunch;
- Le 31 octobre 2008, les droits de franchisage canadiens de TacoTime qui, à la date d'acquisition, exploitait 117 restaurants dans l'Ouest canadien;
- Le 1^{er} mai 2009, les actions en circulation de Country Style Food Services Holdings Inc., de même que les 480 établissements exploités par ses filiales;
- Le 16 septembre 2010, les actions en circulation de Groupe Valentine inc. et son réseau de 95 établissements, transaction entrée en vigueur rétroactivement au 1^{er} septembre 2010;
- Le 24 août 2011, l'actif de Jugo Juice International Inc., dont 136 établissements en opération à la date de clôture, transaction entrée en vigueur rétroactivement au 18 août 2011;
- Le 1^{er} novembre 2011, l'actif de Mr. Submarine Limited, dont 338 établissements en opération à la date de clôture;
- Le 10 novembre 2011, l'actif de Koryo Korean BBQ Franchise Corp., dont 20 établissements en opération à la date effective de clôture, la transaction entrant en vigueur rétroactivement au 1^{er} novembre 2011;
- Le 26 septembre 2012, les actifs de Mr. Souvlaki Ltd., dont 14 établissements en opération à la date de clôture de la transaction.

MTY détient également une entente exclusive de développement régional avec Restaurant Au Vieux Duluth afin de développer et sous-franchiser les restaurants à service rapide Au Vieux Duluth Express en Ontario et au Québec.

Les produits rattachés aux franchises proviennent des redevances de franchisage, des droits de franchise initiaux, des ventes de projets clés en main, des loyers, de la location d'enseignes, des apports des fournisseurs et des ventes d'autres biens et services aux franchisés. Les produits rattachés aux établissements appartenant à la Société comprennent les recettes qu'ils génèrent. Les charges d'exploitation relatives au franchisage incluent les salaires, les frais d'administration associés aux franchisés actuels et nouveaux, les charges liées au développement de nouveaux marchés, les frais de préparation de projets clés en main, le loyer ainsi que les fournitures et équipements vendus aux franchisés. Les charges relatives aux établissements appartenant à la Société comprennent leurs coûts d'exploitation.

MTY tire des revenus de l'entreprise de transformation des aliments mentionnée aux présentes. L'usine transforme divers produits qui vont des ingrédients et des plats prêts-à-servir vendus aux restaurants ou à d'autres usines de transformation, aux plats pour micro-ondes vendus chez des détaillants. La majorité des rentrées de l'usine proviennent de la vente de ses produits à des distributeurs et détaillants.

La Société tire également des revenus de son centre de distribution situé sur la rive sud de Montréal. Celui-ci dessert principalement les franchisés des bannières Valentine et Franx Supreme, à qui il offre une large gamme des produits nécessaires à l'exploitation quotidienne des restaurants.

Description d'acquisitions récentes

Le 26 septembre 2012, la Société a annoncé qu'elle avait réalisé l'acquisition de la plupart des actifs de Mr. Souvlaki Ltd. pour une contrepartie totale s'élevant à 0,9 million \$. À la date de clôture, 14 établissements Mr. Souvlaki étaient en opération, tous franchisés. MTY a effectué, sur le prix d'acquisition, des retenues de garantie s'élevant à 0,17 million \$.

Le 10 novembre 2011, la Société a acquis les actifs de Koryo Korean BBQ Franchise Corp. pour une contrepartie totale estimée à 1,8 million \$. À la date effective de clôture, le 1^{er} novembre 2011, le réseau Koryo comprenait 19 franchises et un établissement corporatif. Sur le prix d'acquisition, MTY a effectué des retenues de garantie s'élevant à 0,35 million \$.

Le 1^{er} novembre 2011, la Société a acquis la quasi-totalité des actifs de Mr. Submarine Limited et Mr. Sub Realty Inc. pour une contrepartie totale estimée à 23,0 millions \$. À la date de clôture, 338 établissements Mr. Sub étaient exploités; tous étaient franchisés ou faisaient l'objet d'une entente d'exploitation. MTY a effectué une retenue de garantie s'élevant à 2,5 millions \$ qui deviendra payable en novembre 2013.

Le 24 août 2011, la Société a acquis la totalité des actifs de Jugo Juice International Inc., de Jugo Juice Canada Inc. et de Jugo Juice Western Canada Inc. pour une contrepartie totale estimée à 15,45 millions \$. À la date effective de clôture, le 18 août 2011, 136 établissements Jugo Juice étaient exploités, dont 134 franchises et deux établissements corporatifs. Sur le prix d'acquisition total, MTY a réservé une somme s'élevant à 1,735 million \$ au titre de retenues de garantie de la transaction.

Le 17 décembre 2010, la Société a acquis une participation de 51% dans une usine de transformation des aliments. La valeur totale de la transaction a été estimée à environ 3,5 millions \$ et comprend le terrain, le bâtiment, les équipements, les stocks, la main-d'œuvre actuelle et les certifications. Une société nouvellement constituée a financé cette acquisition au moyen d'un prêt bancaire s'élevant à 3,5 millions \$.

Dans le cadre de l'opération, l'un des actionnaires de la société nouvellement constituée a transféré les activités existantes d'une autre usine en échange d'actions privilégiées obligatoirement rachetables. Le tiers de ces actions privilégiées seront rachetables

annuellement, à une valeur qui dépendra de la rentabilité de l'usine. La valeur de ces actions a été estimée à 300 000 \$ lors de la conclusion de la convention d'actionnaires, puis réévaluée à 200 000 \$ à la suite de changements dans la répartition du prix d'acquisition.

Résumé de l'information trimestrielle

Trimestres clos en								
En milliers \$	Février 2011	Mai 2011	Août 2011	Novembre 2011	Février 2012	Mai 2012	Août 2012	Novembre 2012
Produits	16 761 \$	18 629 \$	19 852 \$	23 116 \$	21 945 \$	23 689 \$	24 239 \$	26 347 \$
Résultat net et résultat global attribuables aux propriétaires	3 490 \$	3 583 \$	4 388 \$	4 733 \$	4 392 \$	5 283 \$	6 129 \$	6 263 \$
Par action	0,18 \$	0,19 \$	0,23 \$	0,25 \$	0,23 \$	0,28 \$	0,32 \$	0,33 \$
Par action, dilué	0,18 \$	0,19 \$	0,23 \$	0,25 \$	0,23 \$	0,28 \$	0,32 \$	0,33 \$

Résultats d'exploitation de l'exercice clos le 30 novembre 2012

Produits

Au cours de l'exercice clos le 30 novembre 2012, les produits d'exploitation de la Société se sont accrus de 23% pour atteindre 96,2 millions \$. Les produits des quatre segments commerciaux se répartissent comme suit :

	30 novembre 2012 (millions \$)	30 novembre 2011 (millions \$)	Variation
Activités reliées aux franchises	70,9	56,0	27%
Établissements appartenant à la Société	12,2	10,8	13%
Distribution	6,1	6,1	0%
Transformation des aliments	8,1	6,3	27%
Transactions intersociétés	(1,0)	(0,8)	S/O
Produits d'exploitation totaux	96,2	78,4	23%

Tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus, les produits provenant des établissements franchisés se sont accrus de 27%. Plusieurs facteurs ont contribué à cette augmentation, entre autres :

	Millions \$
Produits, exercice 2011	56,0
Augmentation des flux de rentrées récurrents	13,0
Augmentation des projets clés en main, des ventes de fournitures aux franchisés et des revenus de location	0,8
Augmentation des droits de franchise initiaux	1,0
Autres variations non significatives	0,1
Produits, exercice 2012	70,9

Au cours de l'exercice 2012, la Société a bénéficié des résultats de ses plus récentes acquisitions, qui comptent pour 10,3 millions \$ dans la hausse des flux de rentrées récurrents. Parmi les autres facteurs ayant contribué à l'augmentation des flux de rentrées récurrents, on note la croissance positive du chiffre d'affaires d'établissements comparables et la bonne performance des établissements ouverts au cours des 12 derniers mois.

Les produits rattachés aux établissements appartenant à la Société ont augmenté de 13% pour s'établir à 12,2 millions \$ au cours de l'exercice 2012. Cette hausse est principalement attribuable à la consolidation de certaines entités ad hoc acquises en même temps que la bannière Mr. Sub, au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011, et qui a généré des produits s'élevant à environ 4,5 millions \$ durant l'année. Cette hausse a été partiellement pondérée par la cession de certains établissements appartenant à la Société au cours de l'exercice 2012.

Des produits qui s'élèvent à 8,1 millions \$ ont également été générés par l'usine de transformation des aliments durant ces 12 mois. La hausse, de 27%, est attribuable au moment de l'acquisition, qui a eu lieu pendant le premier trimestre de l'exercice 2011, ainsi qu'à la période de transition, qui a eu une incidence sur la rentabilité de l'usine pendant les premières étapes d'intégration qui ont suivi la transaction.

Coût des ventes et autres charges d'exploitation

Au cours de l'exercice 2012, les charges d'exploitation se sont accrues de 18% pour s'établir à 61,3 millions \$, comparativement à 51,9 millions \$ en 2011. Les charges d'exploitation des quatre segments commerciaux se répartissent comme suit :

	30 novembre 2012 (millions \$)	30 novembre 2011 (millions \$)	Variation
Activités reliées aux franchises	36,3	30,2	20%
Établissements appartenant à la Société	12,4	10,7	15%
Distribution	5,6	5,5	2%
Transformation des aliments	8,0	6,2	29%
Transactions intersociétés	(1,0)	(0,8)	S/O
Charges d'exploitation totales	61,3	51,9	18%

Les charges d'exploitation attribuables aux activités de franchisage se sont accrues de 6,1 millions \$, surtout du fait des charges additionnelles associées à l'exploitation des bannières récemment acquises.

Au cours de l'exercice, les charges relatives aux établissements appartenant à la Société se sont accrues de 1,7 millions \$. Cette hausse est attribuable à la consolidation des entités ad hoc de la bannière Mr. Sub, qui a été en partie pondérée par la cession de certains établissements appartenant à la Société au cours de 2012.

Les charges relatives à l'usine de transformation des aliments se sont accrues de 29% pour les raisons indiquées à la rubrique « Produits » ci-dessus.

Résultat avant impôts, intérêts et amortissements (BAIIA)

Exercice clos le 30 novembre 2012						
(En millions)	Franchises	Établissements appartenant à la Société	Distribution	Transformation	Consolidation	Total
Produits	70,91 \$	12,17 \$	6,08 \$	8,05 \$	(0,99) \$	96,22 \$
Charges	36,33 \$	12,35 \$	5,63 \$	7,97 \$	(0,99) \$	61,29 \$
BAIIA*	34,58 \$	(0,18) \$	0,45 \$	0,08 \$	0,00 \$	34,93 \$
BAIIA en tant que % des produits	49%	S/O	7%	1%	S/O	36%

Exercice clos le 30 novembre 2011						
(En millions)	Franchises	Établissements appartenant à la Société	Distribution	Transformation	Consolidation	Total
Produits	55,95 \$	10,78 \$	6,06 \$	6,33 \$	(0,76) \$	78,36 \$
Charges	30,23 \$	10,73 \$	5,53 \$	6,20 \$	(0,76) \$	51,93 \$
Restructuration	0,45 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,45 \$
BAIIA*	25,27 \$	0,05 \$	0,53 \$	0,13 \$	0,00 \$	25,98 \$
BAIIA en tant que % des produits	45%	0%	9%	2%	N/A	33%

Le BAIIA (résultat avant impôts, intérêts et amortissements) n'est pas un indicateur de rentabilité reconnu par les IFRS. En conséquence, il pourrait ne pas être comparable à des indicateurs similaires présentés par d'autres sociétés.

* Le BAIIA se définit comme les produits d'exploitation moins les charges d'exploitation.

Le BAIIA s'est accru de 34%, passant de 26,0 millions \$ à 34,9 millions \$ au cours de l'exercice 2012.

Durant l'exercice, les opérations de franchisage ont apporté 34,6 millions \$ au BAIIA, une hausse de 37% par rapport aux résultats de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux apports des acquisitions récentes qui comptent pour les trois quarts de cette croissance environ, à l'augmentation du chiffre d'affaires d'établissements comparables et au rendement d'établissements ouverts au cours des 12 derniers mois. Le BAIIA de 2011 comprenait par ailleurs une charge de restructuration de 0,45 million \$.

Exprimé en pourcentage des produits, le BAIIA attribuable aux activités reliées aux franchises atteint 49% en raison d'une modification à la composition des produits qui confère un poids relatif moindre aux produits générés par les livraisons de projets clés en main et de fournitures aux franchisés, lesquelles dégagent généralement de faibles marges de profit.

Le BAIIA associé aux établissements appartenant à la Société a légèrement diminué au cours de cette période de 12 mois, principalement en raison de la vente de quelques établissements rentables en 2012.

L'usine de transformation des aliments a généré un BAIIA s'élevant à 0,1 million \$ au cours des exercices 2012 et 2011. Un contrat ne procurant qu'une faible marge de profit a eu une incidence sur les résultats de 2012; il a été renégocié depuis.

Résultat

Le résultat de la Société attribuable aux propriétaires s'est accru de 36% au cours de l'exercice clos le 30 novembre 2012 par rapport à l'exercice précédent. MTY a déclaré un résultat et un résultat global attribuables aux propriétaires s'élevant à 22,1 millions \$ ou 1,15 \$ par action (1,15 \$ sur une base diluée), comparativement à 16,5 millions \$ ou 0,85 \$ par action (0,85 \$ sur une base diluée) en 2011.

La hausse du résultat provient surtout des retombées de récentes acquisitions, mais aussi d'une forte croissance générique des recettes qui compense largement le fléchissement des autres éléments de rentrées non récurrents.

Amortissement

En 2012, on note une hausse de 0,7 million \$ au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles du fait de l'amortissement des droits de franchise des bannières récemment acquises.

Autres produits et charges

Le profit à la cession d'actifs, qui résulte de la vente des actifs d'établissements appartenant à la Société, s'établit à 0,5 million \$ à l'exercice 2012, comparativement à 0,9 million \$ en 2011. Le profit inhabituel réalisé à l'exercice 2011 découlait principalement de la vente d'un établissement appartenant à la Société dont le rendement était supérieur à la moyenne et qui commandait, de ce fait, un prix de vente supérieur.

Au cours de l'exercice, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 0,1 million \$ sur l'actif de huit des établissements lui appartenant, chacun représentant une unité génératrice de trésorerie. Cette charge a été établie à la suite de résultats décevants en 2012, résultats qui laissaient présager une perte de valeur éventuelle. L'actif des huit établissements est présentement comptabilisé à sa juste valeur diminuée des coûts de vente, laquelle était supérieure à sa valeur d'utilité fondée sur les flux de trésorerie actualisés.

La Société a comptabilisé au cours de l'exercice un profit de 0,1 million \$ sur le rachat d'actions privilégiées émises par une de ses filiales. Les actions doivent être rachetées en trois tranches annuelles et leur prix de rachat est fondé sur la performance de la filiale. Vu les résultats financiers de la filiale pour 2012, la valeur de rachat des actions a été nulle.

La Société a également comptabilisé un gain de 0,1 million \$ sur la remise d'un prêt consenti par les actionnaires minoritaires de l'une de ses filiales.

Impôts sur le résultat

La provision pour impôts de l'exercice 2012 s'élève à 27,7% du bénéfice avant impôt de la Société, ce qui est supérieur au taux légal moyen de 26,9% applicable au résultat de la Société pour l'exercice. L'écart découle principalement d'un avis de cotisation qui a entraîné une charge d'environ 0,3 million \$.

Résultat d'exploitation du quatrième trimestre clos le 30 novembre 2012

Produits

Durant le quatrième trimestre de notre exercice 2012, les produits d'exploitation de la Société se sont accrus de 14% pour atteindre 26,3 millions \$. Les produits des quatre segments commerciaux se répartissent comme suit :

	30 novembre 2012 (millions \$)	30 novembre 2011 (millions \$)	Variation
Activités reliées aux franchises	20,0	16,1	24%
Établissements appartenant à la Société	2,5	3,3	(24%)
Distribution	1,9	1,9	0%
Transformation des aliments	2,3	2,0	13%
Transactions intersociétés	(0,3)	(0,2)	S/O
Produits d'exploitation totaux	26,3	23,1	14%

Tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus, les produits provenant des établissements franchisés se sont accrus de 24%. Plusieurs facteurs ont contribué à cette augmentation, entre autres :

	Millions \$
Produits, 4 ^e trimestre de 2011	16,1
Augmentation des flux de rentrées récurrents	2,5
Augmentation des projets clés en main, des ventes de fournitures aux franchisés et des revenus de location	1,2
Augmentation des droits de franchise initiaux	0,5
Autres variations non significatives	(0,3)
Produits, 4^e trimestre de l'exercice 2012	20,0

Au quatrième trimestre de l'exercice 2012, la Société a bénéficié des résultats de ses plus récentes acquisitions, qui comptent pour 2,2 millions \$ dans la hausse des flux de rentrées récurrents. Parmi les autres facteurs ayant contribué à cette hausse, on note la bonne performance des établissements ouverts au cours des 12 derniers mois ainsi que les produits accrus tirés de projets clé en main.

Les produits rattachés aux établissements appartenant à la Société ont diminué de 24% pour s'établir à 2,5 millions \$ au cours du quatrième trimestre de notre exercice 2012. Cette diminution est due à la cession de certains établissements depuis le début de l'exercice.

L'usine de transformation des aliments de la Société a dégagé des produits de 2,3 million \$ au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2012, une hausse de 13% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à la mise en service d'une nouvelle ligne de production au cours du quatrième trimestre.

Coût des ventes et autres charges d'exploitation

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2012, les charges d'exploitation se sont accrues de 14% pour s'établir à 17,4 millions \$, comparativement à 15,3 millions \$ pour la même période de l'exercice 2011. Les charges d'exploitation des quatre segments commerciaux se répartissent comme suit :

	30 novembre 2012 (millions \$)	30 novembre 2011 (millions \$)	Variation
Activités reliées aux franchises	11,0	8,6	28%
Établissements appartenant à la Société	2,7	3,3	(20%)
Distribution	1,7	1,7	0%
Transformation des aliments	2,3	1,9	23%
Transactions intersociétés	(0,3)	(0,2)	S/O
Charges d'exploitation totales	17,4	15,3	13%

Les charges d'exploitation attribuables aux activités de franchisage se sont accrues de 2,4 million \$, surtout du fait des charges additionnelles associées à l'exploitation des plus récentes acquisitions, qui comptent pour 0,7 million \$ dans cette hausse. La différence est associée à la hausse des produits dégagés par les projets clé en main, les ventes de fournitures aux franchisés et les loyers.

Au cours de la période, les charges relatives aux établissements appartenant à la Société ont diminué de 0,6 million \$ vu la réduction du nombre de ces établissements au cours des 12 derniers mois.

Les produits d'exploitation additionnels dégagés par l'usine de transformation des aliments se sont accompagnés de charges d'exploitation supérieures de 23%.

Résultat avant impôts, intérêts et amortissements (BAIIA)

Trimestre clos le 30 novembre 2012						
(En millions)	Franchises	Établissements appartenant à la Société	Distribution	Transformation	Consolidation	Total
Produits	20,05 \$	2,49 \$	1,87 \$	2,27 \$	(0,33) \$	26,35 \$
Charges	11,02 \$	2,65 \$	1,74 \$	2,28 \$	(0,33) \$	17,37 \$
BAIIA*	9,03 \$	(0,16) \$	0,12 \$	(0,01) \$	0,00 \$	8,98 \$
BAIIA en tant que % des produits	45%	S/O	7%	S/O	S/O	34%

Trimestre clos le 30 novembre 2011						
(En millions)	Franchises	Établissements appartenant à la Société	Distribution	Transformation	Consolidation	Total
Produits	16,15 \$	3,29 \$	1,87 \$	2,01 \$	(0,19) \$	23,12 \$
Charges	8,58 \$	3,34 \$	1,74 \$	1,85 \$	(0,19) \$	15,32 \$
BAIIA*	7,57 \$	(0,06) \$	0,13 \$	0,16 \$	0,00 \$	7,80 \$
BAIIA en tant que % des produits	47%	S/O	7%	8%	S/O	34%

Le BAIIA (résultat avant impôts, intérêts et amortissements) n'est pas un indicateur de rentabilité reconnu par les IFRS. En conséquence, il pourrait ne pas être comparable à des indicateurs similaires présentés par d'autres sociétés.

* Le BAIIA se définit comme les produits d'exploitation moins les charges d'exploitation.

Le BAIIA s'est accru de 15%, passant de 7,8 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2011 à 9,0 millions \$ au trimestre clos le 30 novembre 2012.

Durant le trimestre, les opérations de franchisage ont apporté 9,0 millions \$ au BAIIA, une hausse de 19% par rapport aux résultats de la même période de 2011. La hausse est principalement attribuable aux apports de récentes acquisitions et au rendement d'établissements ouverts au cours des 12 derniers mois.

Exprimé en pourcentage des produits, le BAIIA attribuable aux activités des franchises a reculé pour s'établir à 45% étant donné le poids relatif plus important des ventes de fournitures aux franchisés. Ces rentrées dégagent généralement des marges de profit inférieures.

Les établissements appartenant à la Société ont subi une perte de 0,2 million \$, une hausse de 0,1 million \$ par rapport à la même période de l'an dernier. Cette situation découle de la cession de certains établissements rentables en 2012.

L'usine de transformation des aliments a apporté un BAIIA légèrement négatif au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2012.

Résultat

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2012, MTY a déclaré un résultat et un résultat global attribuables aux propriétaires s'élevant à 6,3 millions \$ ou 0,33 \$ par action (0,33 \$ sur une base diluée), comparativement à 4,7 millions \$ ou 0,25 \$ par action (0,25 \$ sur une base diluée) pour la même période du dernier exercice, ce qui représente une hausse de 32%.

Amortissement

L'amortissement des immobilisations incorporelles au quatrième trimestre de l'exercice 2012 était semblable à celui de la même période de l'exercice 2011.

Autres produits et charges

Au cours du quatrième trimestre, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 0,1 million \$ sur l'actif de huit des établissements lui appartenant (chacun représentant une unité génératrice de trésorerie). La charge a été établie à la suite de résultats décevants au cours de l'exercice 2012. L'actif des huit établissements est maintenant comptabilisé à sa juste valeur diminuée des coûts de vente, laquelle était supérieure à leur valeur d'utilité fondée sur les flux de trésorerie actualisés.

Au cours du quatrième trimestre, la Société a comptabilisé un profit de 0,1 million \$ sur le rachat d'actions privilégiées de son usine de transformation des aliments. Les actions doivent être rachetées en trois tranches annuelles et leur valeur est fondée sur la performance de l'usine. Vu le BAIIA dégagé par l'usine de transformation, la valeur s'est établie à 0 \$.

La Société a également comptabilisé un gain de 0,1 million \$ sur le prêt d'actionnaires minoritaires à l'une de ses filiales détenue à 45%, ceux-ci ayant renoncé au remboursement du solde dû.

Impôts sur le résultat

Exprimée en pourcentage du résultat avant impôts, la provision pour impôt a légèrement diminué au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2012 par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette situation découle principalement de réductions des taux d'imposition dans les provinces où la Société détient des établissements permanents ainsi que d'un rajustement du taux des pertes autres qu'en capital reportées comptabilisées au quatrième trimestre de l'exercice 2011.

Obligations contractuelles et dette à long terme

Les obligations liées à la dette à long terme et aux loyers minima des contrats de location qui ne font pas l'objet d'un contrat de sous-location sont les suivantes :

Pour les 12 mois se terminant <i>(en milliers de \$)</i>	Dettes à long terme*	Engagements de location nets	Obligations contractuelles totales
En novembre 2013	7 334 \$	2 258 \$	9 592 \$
En novembre 2014	287 \$	2 202 \$	2 489 \$
En novembre 2015	- \$	1 883 \$	1 883 \$
En novembre 2016	- \$	1 670 \$	1 670 \$
En novembre 2017	- \$	1 355 \$	1 355 \$
Solde des engagements	- \$	3 918 \$	3 918 \$
	7 621 \$	13 286 \$	20 907 \$

* Les montants présentés sont les montants totaux payables à échéance et ne sont donc pas actualisés. Pour connaître les engagements totaux, veuillez vous reporter aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 30 novembre 2012.

La dette à long terme comprend des retenues de garantie sur acquisitions ne portant pas intérêts, un prêt bancaire utilisé pour financer l'acquisition de l'usine de transformation des aliments en décembre 2010, ainsi que des actions privilégiées obligatoirement rachetables, émises en faveur d'un actionnaire minoritaire d'une filiale.

Le prêt bancaire contracté pour financer l'acquisition de l'usine de transformation des aliments a été classé aux éléments courants à l'exercice 2012 parce que deux conditions restrictives n'avaient pas été respectées au 30 novembre 2012.

Outre ce qui précède, la Société a conclu des ententes avec des fournisseurs pour l'achat de grains de café, de blé, de sucre et de shortening qui doivent être livrés entre décembre 2012 et mars 2013. L'engagement total s'élève à 1,0 million \$.

En ce qui concerne les éléments susmentionnés, la Société a conclu des contrats afin de minimiser les conséquences de la fluctuation des changes. L'engagement total à cet égard s'élève à environ 0,4 million \$.

Liquidité et ressources financières

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 33,0 millions \$ au 30 novembre 2012, une hausse de 22,4 millions \$ par rapport à la trésorerie, aux équivalents de trésorerie et aux placements temporaires détenus à la fin de notre exercice 2011. Cette hausse est attribuable aux forts flux de trésorerie générés par nos activités au cours de l'exercice 2012.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont élevés à 29,4 millions \$ au cours des 12 mois de l'exercice 2012. Si l'on exclut la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ainsi que des impôts et intérêts versés, nos activités ont généré des flux de trésorerie s'élevant à 35,8 millions \$ en 2012, comparativement à 26,2 millions \$ pour l'exercice 2011, soit une hausse de 37%.

Les principaux moteurs de cette hausse sont l'augmentation de 34% du BAIIA mentionnée plus haut ainsi que l'encaissement de sommes importantes au titre de produits différés qui seront comptabilisées à l'actif au cours des prochains trimestres.

À court terme, la direction continuera à ouvrir de nouveaux établissements qui seront financés par de nouveaux franchisés. MTY poursuivra ses démarches en vue de vendre certains des établissements qui lui appartiennent actuellement et recherchera de nouvelles occasions d'acquérir d'autres réseaux de franchises. Elle dispose d'une marge de crédit de 10,0 millions \$ qui demeure inutilisée au 30 novembre 2012. Cette facilité, lorsqu'elle est utilisée, porte intérêt au taux préférentiel annuel de la banque majoré d'au plus 0,5%, la majoration étant établie en fonction du ratio dette consolidée/BALIA de la Société.

Les flux de trésorerie générés par nos activités d'exploitation sont généralement placés dans des comptes d'épargne à rendement élevé ou dans des certificats de placement garanti jusqu'à ce que des fonds soient requis.

État de la situation financière

Au cours de l'exercice, la Société a liquidé les placements qui lui restaient et dépose maintenant la trésorerie et les équivalents de trésorerie dont elle dispose dans des comptes d'épargne à rendement élevé auprès de diverses institutions reconnues.

À la fin du quatrième trimestre, les débiteurs s'élevaient à 13,6 millions \$, comparativement à 10,5 millions \$ à la fin de l'exercice 2011, une hausse associée surtout à l'augmentation des rentrées et du fond de roulement nécessaire. La provision pour créance douteuse s'est accrue de 0,3 million \$ depuis le 30 novembre 2011, principalement en raison de l'environnement imprévisible dans lequel évoluent certains de nos franchisés, qui rend le recouvrement des sommes dues incertain.

La valeur des immobilisations corporelles et incorporelles a diminué durant l'exercice. La diminution des immobilisations corporelles découle de la vente de certains établissements appartenant à la Société ainsi que des dotations aux amortissements comptabilisées au cours de la période. La diminution des immobilisations incorporelles, associée à l'amortissement comptabilisé pendant la période, a été partiellement compensée par l'acquisition de droits de franchise évalués à 0,5 million \$ et par l'acquisition de Mr. Souvlaki, évaluée à 0,9 million \$.

Les créiteurs (comptes fournisseurs) sont demeurés stables, passant de 13,5 millions \$ en 2011 à 13,4 millions \$.

Les produits différés consistent en des apports des fournisseurs qui sont acquis en fonction des volumes de consommation et comprennent des droits de franchise initiaux qui seront versés lorsque la quasi-totalité des services initiaux auront été rendus. Le solde au 30 novembre 2012 s'établissait à 2,2 millions \$, une hausse de 0,6 million \$ par rapport au solde de fin d'exercice. Cette amélioration découle d'une augmentation des dépôts sur les droits de franchise initiaux, lesquels dépendent du niveau des activités et livraisons pendant une certaine période. Ces sommes seront constatées aux produits lorsqu'elles seront réalisées.

La dette à long terme comprend des retenues de garantie sur acquisitions ne portant pas intérêts, des prêts bancaires contractés par une filiale pour financer une acquisition et des actions privilégiées obligatoirement rachetables en faveur d'un actionnaire minoritaire d'une filiale. Des retenues de garantie ne portant pas intérêts s'élevant à 1,6 million \$ ont été remboursées. De plus, après une période durant laquelle seuls les intérêts devaient être versés, des remboursements de capital ont été effectués sur l'emprunt bancaire d'une filiale. Il n'y a pas eu d'émissions d'importance depuis le début de l'exercice.

Un tiers des actions privilégiées seront rachetées annuellement, à une valeur qui dépend du rendement d'une filiale. La direction s'attend à ce que la valeur des actions privilégiées au moment du rachat soit d'environ 100 000 \$.

D'autres renseignements sur les éléments ci-dessus de l'état de la situation financière se trouvent dans les notes annexes aux états financiers consolidés au 30 novembre 2012.

Capital-actions

Il n'y a eu aucune émission d'actions durant le trimestre clos le 30 novembre 2012. Au 13 février 2013, 19 120 567 actions ordinaires de MTY étaient en circulation.

Renseignements sur les établissements

Les établissements de MTY : i) se trouvent dans les foires alimentaires et les centres commerciaux; ii) ont façade sur rue; et iii) se présentent sous une forme non traditionnelle dans des stations-services, des dépanneurs, des cinémas et des parcs d'attractions ainsi qu'en d'autres lieux ou dans des parcs commerciaux. Les établissements non traditionnels sont typiquement plus petits, exigent un moindre investissement et génèrent des revenus inférieurs à ceux d'établissements établis dans les centres commerciaux, les foires alimentaires ou avec façade sur rue.

	Nombre d'établissements Exercice clos en novembre 2012	Nombre d'établissements Exercice clos en novembre 2011
Franchises au début de l'exercice	2 233	1 701
Établissements appartenant à la Société au début de l'exercice	30	26
Acquis au cours de l'exercice	14	494
Ouverts durant l'exercice		
Centre commercial	45	41
Emplacement avec façade sur rue	33	37
Non traditionnel	51	49
Fermés durant l'exercice		
Centre commercial	(49)	(16)
Emplacement avec façade sur rue	(45)	(21)
Non traditionnel	(113)	(48)
Total à la fin de l'exercice	2 199	2 263
Franchises à la fin de l'exercice	2 179	2 233
Établissements appartenant à la Société à la fin de l'exercice	20	30
Total à la fin de l'exercice	2 199	2 263

Pour l'exercice clos le 30 novembre 2012, la Société fait état de diminution nette de 78 établissements à l'échelle du groupe, comparativement à une acquisition nette de 42 établissements pendant le dernier exercice, exclusion faite de ceux provenant des acquisitions réalisées au cours de ces deux années respectivement. Cette diminution nette peut être associée à la résiliation, aux premier et troisième trimestres de l'exercice, de deux contrats portant sur des établissements non traditionnels, perte qui a conduit au dessaisissement d'un total de 54 établissements non traditionnels. Au cours de l'exercice, la Société a aussi fermé plusieurs établissements de centre commercial et d'emplacement avec façade sur rue qu'elle considérait non rentables. Certaines fermetures d'établissements de centre commercial et avec façade sur rue sont aussi dues au non-renouvellement de baux à l'expiration du terme.

À la fin de la période, 20 établissements appartenaient à la Société, une diminution nette de dix établissements. Au cours de l'exercice, 12 établissements appartenant à la Société ont été vendus, cinq se sont ajoutés et trois ont fermé leurs portes.

Au 30 novembre 2012, deux établissements d'essai étaient exploités, tous deux exclus des données présentées ci-dessus.

Le tableau qui suit présente la répartition des établissements de MTY selon leur emplacement et leurs ventes à l'échelle du groupe :

Type d'emplacement	% du nombre d'établissements au		% des ventes à l'échelle du groupe pour l'exercice clos le	
	30 novembre 2012	30 novembre 2011	30 novembre 2012	30 novembre 2011
Centre commercial et foire alimentaire	38%	36%	50%	50%
Façade sur rue	36%	36%	41%	40%
Forme non traditionnelle	26%	28%	9%	10%

La répartition géographique des établissements de MTY et de leurs ventes à l'échelle du groupe est la suivante :

Situation géographique	% du nombre d'établissements au		% des ventes à l'échelle du groupe pour l'exercice clos le	
	30 novembre 2012	30 novembre 2011	30 novembre 2012	30 novembre 2011
Ontario	46%	48%	36%	32%
Québec	28%	27%	34%	40%
Ouest du Canada	20%	20%	24%	22%
Maritimes	2%	2%	1%	1%
Internationale	4%	3%	4%	5%

Ventes totales du réseau

Les ventes totales du réseau se sont accrues de 31% à l'exercice clos le 30 novembre 2012, pour atteindre 688,7 millions \$ au cours de la période, comparativement à 527,6 millions \$ pour la même période l'an dernier.

Environ 80% de l'augmentation des ventes totales du réseau découle des acquisitions récentes et environ 4% de la croissance du chiffre d'affaires d'établissements comparables. Le reste provient de nouveaux restaurants ouverts au cours des derniers 12 mois.

Les ventes totales du réseau incluent les ventes réalisées par les établissements appartenant à la Société et les établissements franchisés, mais excluent celles réalisées par le centre de distribution ou par l'usine de transformation des aliments.

Chiffre d'affaires d'établissements comparables

Au cours de l'exercice 2012, le chiffre d'affaires d'établissements comparables a augmenté de 1,08% par rapport à l'exercice précédent. Au cours du quatrième trimestre, il a reculé de 0,91%.

La majorité de nos concepts ont connu une hausse du chiffre d'affaires d'établissements comparables au cours de l'exercice. Les restaurants situés dans les provinces de

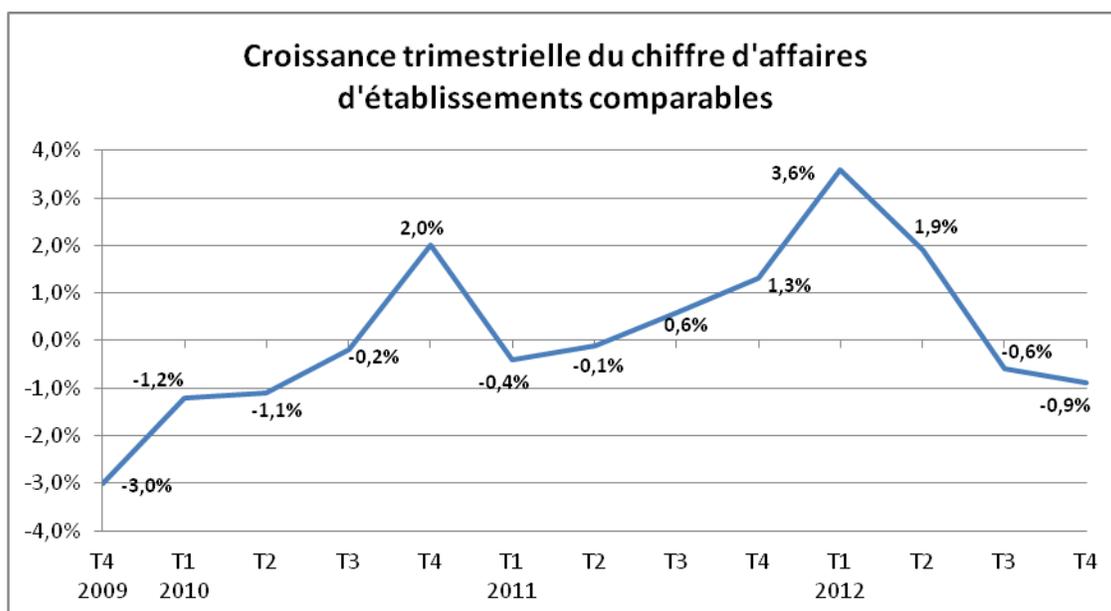
l'Ouest continuent de supplanter ceux des autres régions; ils connaissent la plus forte croissance, tandis que ceux situés en Ontario ont subi, en moyenne, une baisse de leurs ventes.

Les établissements situés dans des centres commerciaux et ceux qui ont pignon sur rue ont affiché la plus forte croissance pendant l'exercice 2012, alors que les établissements de forme non-traditionnelle subissaient un léger recul durant cette période.

Le rendement d'établissements comparables a diminué au cours du quatrième trimestre comparativement aux trimestres précédents; cette situation s'est produite dans toutes les régions où sont exploités nos établissements et chez tous les types et concepts de restaurants.

Comme nous le mentionnions dans notre rapport de gestion antérieur, nous constatons une forte volatilité sur le marché qui semble affecter certaines de nos marques plus que d'autres à différents moments. Au cours du quatrième trimestre, cette volatilité a généré une pression à la baisse qui a été ressentie à travers tout le groupe.

Le graphique qui suit présente les données trimestrielles sur l'évolution du chiffre d'affaires d'établissements comparables au cours des 13 derniers trimestres :



Options sur actions

Aucune option sur action n'a été émise ou levée durant la période. Au 30 novembre 2012, aucune option sur action n'était en circulation.

Saisonnalité

Les résultats d'exploitation de la période intermédiaire ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation de l'exercice entier. La Société s'attend à ce que la saisonnalité ne constitue pas un facteur important de la variation trimestrielle de ses résultats. Le chiffre d'affaires à l'échelle du groupe varie de façon saisonnière; durant janvier et février, les ventes sont historiquement inférieures à la moyenne à cause du climat; elles sont historiquement supérieures à la moyenne de mai à août. Cette situation est généralement associée à un plus grand achalandage dans les établissements ayant façade sur rue, à des ventes supérieures des établissements saisonniers qui ne sont ouverts que durant les mois d'été et à des ventes supérieures des établissements situés dans des centres commerciaux. Les ventes des établissements situés dans des centres commerciaux sont également supérieures à la moyenne en décembre, durant la période du magasinage des Fêtes.

Éléments de passif éventuels

La Société est impliquée dans des poursuites, litiges et différends relatifs à ses activités commerciales actuelles dont l'issue ne peut être établie. La direction croit que ces poursuites, litiges et différends n'auront pas de conséquences significatives sur les états financiers de la Société.

Sûreté

La Société a produit une sûreté sous la forme d'une lettre de crédit d'un montant de 45 000 \$.

Risques et incertitudes

La Société dispose d'un certain nombre de concepts variés, diversifiés quant à leurs types d'emplacements et quant à leur répartition géographique à travers le Canada. Néanmoins, des changements touchant aux tendances démographiques, aux profils d'achalandage et aux taux d'occupation des centres commerciaux et tours de bureaux, de même que le type, le nombre et la localisation de restaurants concurrents peuvent affecter ses résultats. De plus, des facteurs tels l'innovation, des coûts accrus des aliments, de la main-d'œuvre et des avantages sociaux, les coûts d'occupation et la disponibilité de dirigeants expérimentés et de salariés horaires peuvent avoir des incidences préjudiciables sur la Société. Des préférences et des profils de dépenses discrétionnaires variables chez les consommateurs pourraient obliger la Société à modifier ou à discontinuer des concepts ou des menus et de là, entraîner une réduction de ses profits et de ses revenus d'exploitation. Même si la Société arrivait à concurrencer avec succès d'autres sociétés de restauration offrant des concepts similaires, elle pourrait être forcée d'apporter des changements à un ou plusieurs de ses concepts pour répondre à des changements en matière de goûts ou de profils de restauration chez les consommateurs. Si la Société modifie un concept, elle peut perdre des clients additionnels qui ne préfèrent pas ce nouveau concept et son menu; elle peut

aussi être incapable d'attirer un nouvel achalandage suffisant à générer le revenu nécessaire pour rendre ce concept rentable. De la même façon, après avoir modifié son concept, la Société peut se retrouver avec des concurrents différents ou supplémentaires face à la clientèle visée et pourrait être incapable de les concurrencer avec succès. La réussite de la Société dépend aussi de nombreux facteurs ayant une incidence sur les dépenses discrétionnaires du consommateur, dont la conjoncture économique, le revenu disponible du consommateur et son niveau de confiance. Des changements préjudiciables touchant ces facteurs pourraient réduire l'achalandage ou imposer des limites pratiques sur les prix, l'un et l'autre étant susceptibles de réduire les ventes et les résultats d'exploitation.

La croissance de MTY est tributaire du maintien du groupe de franchises actuel, lequel est assujéti au renouvellement des baux existants à des taux acceptables et à la capacité de MTY de poursuivre son expansion. Pour cela, la Société doit obtenir des emplacements et des conditions de location convenables pour ses établissements, recruter des franchisés qualifiés, augmenter le chiffre d'affaires d'établissements comparables et réaliser des acquisitions. Le temps, l'énergie et les ressources nécessaires à l'intégration des entreprises acquises au groupe et à la culture de MTY peuvent aussi avoir une incidence sur ses résultats.

Arrangements hors-bilan

MTY n'a aucun arrangement hors-bilan.

Transactions entre parties liées

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales, qui sont des parties liées à la Société, ont été éliminés au moment de la consolidation. Les transactions entre la Société et d'autres parties liées sont présentées ci-dessous.

Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau ci-dessous présente la rémunération versée aux administrateurs et aux principaux dirigeants au cours de la période :

<i>(en milliers)</i>	Période close le	
	30 novembre 2012	30 novembre 2011
Avantages à court terme	659 \$	581 \$
Avantages postérieurs à l'emploi, paiements fondés sur des actions et autres avantages à long terme	Néant	Néant
Jetons de présence des administrateurs	40 \$	40 \$
Rémunération totale des principaux dirigeants	699 \$	621 \$

Les principaux dirigeants sont le chef de la direction, le chef de l'exploitation et le chef de la direction financière de la Société. La rémunération des administrateurs et des

membres clés du personnel de gestion est déterminée par le conseil d'administration en fonction du rendement individuel et des tendances du marché.

L'augmentation de la rémunération des principaux dirigeants résulte principalement de la répartition des rôles de chef de l'exploitation et de chef de la direction financière en deux fonctions distinctes.

En raison du nombre élevé de ses actionnaires, aucune partie n'exerce le contrôle ultime de la Société. Le principal actionnaire de la Société est son chef de la direction, qui contrôle 26 % des actions en circulation.

La Société verse également des avantages salariaux à des personnes liées aux principaux dirigeants mentionnés ci-dessus. Leur rémunération totale de l'exercice a été la suivante :

<i>(en milliers)</i>	Période close le	
	30 novembre 2012	30 novembre 2011
Avantages à court terme	472 \$	447 \$
Avantages postérieurs à l'emploi, paiements fondés sur des actions et autres avantages à long terme	Néant	Néant
Rémunération totale du personnel lié aux principaux dirigeants	472 \$	447 \$

Une société appartenant à des personnes liées aux principaux dirigeants détient une participation dans deux des filiales de la Société. Aucun dividende n'a été payé à cette société par ces filiales durant la période (140 \$ en 2011), et aucune avance (78 \$ en 2011) n'a été remboursée. Au cours de l'exercice, des personnes liées aux principaux dirigeants ont renoncé au remboursement du solde de 50 \$ d'un prêt consenti à une des filiales de la Société.

Jugements comptables critiques

Pour appliquer les méthodes comptables de la Société qui sont décrites à la note 3 des états financiers consolidés, la direction doit poser des jugements, formuler des hypothèses et procéder à des estimations à l'égard de la valeur comptable d'un actif et d'un passif qui ne s'impose pas autrement d'elle-même. Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent sont fondées sur l'expérience passée et d'autres facteurs jugés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Les modifications sont comptabilisées dans la période à laquelle l'estimation a été révisée si elles n'affectent que cette période, ou dans la période de la révision et les périodes ultérieures si les modifications s'appliquent à la fois à la période en cours et aux suivantes.

Jugements d'importance critique lors de l'application des méthodes comptables

À l'exception de ceux qui impliquent des estimations, les jugements d'importance critique qui ont été posés par la direction dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société et qui ont l'incidence la plus significative sur les montants présentés dans les états financiers consolidés portent sur les points suivants :

Définition des unités génératrices de trésorerie

La Société évalue si des éléments pouvant indiquer une dépréciation sont présents pour l'ensemble des actifs non financiers, à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Pour ce faire, elle doit définir les unités génératrices de trésorerie; celles-ci sont déterminées en fonction des meilleures estimations de la direction quant à la plus petite taille d'un actif ou d'un groupe d'actifs ayant la capacité de générer des entrées de trésorerie.

Comptabilisation des produits

La direction fonde son jugement sur les critères détaillés présentés dans la norme IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, en matière de comptabilisation des produits tirés de la vente de biens et des contrats de construction; elle examine en particulier si la Société a transféré à l'acheteur les risques et les avantages importants inhérents à la propriété des biens.

Consolidation des entités ad hoc

Lorsqu'elle détermine quelles sociétés doivent être consolidées, tel qu'il est expliqué ci-dessous, la Société doit faire preuve de jugement lorsqu'elle détermine qui a le contrôle de fait des entités en question. Ce jugement est réévalué chaque année pour tenir compte des faits les plus récents concernant la situation de chaque entité.

Sources principales d'incertitude relative aux estimations

Les éléments suivants constituent les hypothèses clés concernant l'avenir et les autres sources principales d'incertitude relatives aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant.

Regroupements d'entreprises

Pour les regroupements d'entreprises, la Société doit énoncer des hypothèses et faire des estimations afin de déterminer la répartition du prix d'achat de l'entreprise acquise. À cette fin, la Société doit déterminer la juste valeur à la date d'acquisition des actifs identifiables acquis, y compris les immobilisations incorporelles tels les droits de franchise et les marques de commerce, et des passifs repris. Le goodwill représente l'excédent de la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, sur le montant comptabilisé net des actifs identifiables acquis et des passifs repris, tous évalués à la date d'acquisition. Ces hypothèses et estimations ont une incidence sur les montants comptabilisés à titre d'actif et de passif dans l'état consolidé de la situation financière à la date d'acquisition. De plus, les durées d'utilité estimées des actifs amortissables acquis, l'identification des immobilisations incorporelles et le calcul des

durées d'utilité indéfinies ou définies des immobilisations incorporelles acquises ont une incidence sur le résultat futur de la Société.

Dépréciation d'actifs non financiers

L'estimation de la valeur recouvrable des actifs de la Société est généralement fondée sur le calcul de leur valeur d'utilité, car il a été établi que celle-ci était supérieure à la juste valeur moins les coûts de la vente, sauf pour ce qui est de certains actifs des établissements appartenant à la Société, pour lesquels la juste valeur moins les coûts de la vente était plus élevée que la valeur d'utilité. La juste valeur diminuée des coûts de la vente des établissements appartenant à la Société est généralement déterminée en estimant la valeur de liquidation de l'équipement de l'établissement.

À l'exception de la valeur des actifs de certains établissements appartenant à la Société et d'une des marques de commerce de la Société, la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») testées était supérieure ou égale à la valeur comptable des actifs. Les estimations des pertes de valeur étaient établies selon un taux d'actualisation de 17 % pour les UGT appartenant à la Société et de 15 % pour les marques de commerce et les droits de franchise. Les taux d'actualisation sont fondés sur des taux avant impôts qui reflètent l'appréciation courante du marché tout en tenant compte de la valeur temporelle de l'argent et des risques spécifiques à l'UGT.

Au cours de l'exercice, la Société a comptabilisé une dépréciation des immobilisations corporelles associées à huit de ses UGT, ceci à la suite d'un recul de leur performance. Ces huit UGT consistent en des groupes d'actifs rattachés à des établissements appartenant à la Société. La dépréciation totale, qui s'élève à 135 \$, correspond à une réduction de la valeur comptable des améliorations locatives et équipements à leur juste valeur diminuée des coûts de vente, laquelle était supérieure à leur valeur d'utilité.

Ces calculs sont fondés sur notre meilleure estimation des flux de trésorerie futurs, laquelle s'appuie sur les flux de trésorerie de chaque UGT pour l'exercice précédent, extrapolés afin d'obtenir le rendement futur d'une UGT à la date la plus rapprochée des dates suivantes : la résiliation du contrat de location (le cas échéant) ou une échéance à cinq ans; une valeur finale est ensuite calculée au-delà de cette période, dans l'hypothèse que les flux de trésorerie des périodes précédentes n'ont pas augmenté. Les flux de trésorerie d'une période de cinq ans ont été utilisés, puisque la prévisibilité de périodes futures ne peut être estimée avec une précision raisonnable.

Une variation de 1% du taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la dépréciation se traduirait par une dépréciation supplémentaire de 41 \$ des marques de commerce et droits de franchise et de 7 \$ des immobilisations corporelles des établissements appartenant à la Société.

Au cours de l'exercice, la Société a repris une perte de valeur s'élevant à 67 \$ relative à l'une de ses marques de commerce. La reprise, qui figure à la ligne « Dépréciation d'immobilisations corporelles » des états consolidés du résultat global, correspond à la pleine perte de valeur de l'actif initialement constatée; elle est fondée sur de nouvelles estimations des flux de trésorerie futurs de l'UGT.

Dépréciation du goodwill

Pour déterminer si le goodwill a subi une dépréciation, il est nécessaire d'estimer la valeur d'utilité des UGT auxquelles le goodwill a été attribué. Le calcul de la valeur d'utilité exige de la direction qu'elle estime les flux de trésorerie futurs qu'elle prévoit tirer de l'UGT et qu'elle applique un taux d'actualisation approprié afin de déterminer la valeur actualisée. Il a été établi que le goodwill n'avait pas subi de dépréciation au 30 novembre 2012, au 30 novembre 2011 et au 1 décembre, 2010.

La Société a utilisé un taux d'actualisation de 13 % pour l'évaluation du goodwill. Aucune augmentation n'a été appliquée aux flux de trésorerie utilisés pour estimer la valeur finale.

Durées d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles

Tel que mentionné dans la note 3 des états financiers consolidés, la Société revoit les durées d'utilité estimées de ses immobilisations corporelles ainsi que les durées d'utilité déterminées de ses immobilisations incorporelles à la fin de chaque exercice et détermine si les durées d'utilité de certains éléments devraient être raccourcies ou étendues en fonction de divers facteurs, notamment la technologie, la concurrence et la révision de l'offre de services. Au cours des exercices clos le 30 novembre 2012, le 30 novembre 2011 et le 1 décembre 2010, la Société n'a pas eu à ajuster les durées d'utilité des actifs en se fondant sur les facteurs décrits ci-avant.

Provisions

La Société formule des hypothèses et des estimations fondées sur sa connaissance actuelle des sommes qu'elle aura à déboursier dans le futur relativement à divers événements passés pour lesquels le montant à déboursier et le moment du décaissement sont incertains au moment de la présentation de ses états financiers.

Évaluation des instruments financiers

Pour estimer la juste valeur de certains types d'instruments financiers, la Société a recours à des techniques d'évaluation qui tiennent compte d'intrants qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables.

De l'avis de la direction, les techniques d'évaluation et les hypothèses retenues sont appropriées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers.

Consolidation des entités ad hoc

La Société doit consolider quelques sociétés ad hoc. Pour ce faire, elle doit formuler des hypothèses à l'égard de certaines informations qui ne sont pas disponibles facilement ou qui ne peuvent être obtenues dans les délais de présentation. Ainsi, des hypothèses et des estimations sont faites pour établir une valeur aux actifs à court terme, aux passifs à court et à long termes ainsi qu'aux résultats d'exploitation en général.

Contrats déficitaires

La Société comptabilise une provision pour contrats déficitaires lorsque les coûts inévitables à engager pour satisfaire à nos obligations en vertu d'un contrat sont

supérieurs aux avantages attendus de ce contrat. Cette provision est évaluée à la valeur actualisée du moins élevé des montants suivants : le coût prévu de la résiliation du contrat et le coût net prévu de l'exécution du contrat.

Éventualités

Dans le cours de ses activités, la Société est partie à divers litiges et différends susceptibles de nuire à certains de ses secteurs opérationnels. Les litiges en instance représentent une perte potentielle pour l'entreprise.

MTY comptabilise une perte éventuelle lorsqu'elle estime que cette perte est probable et qu'elle peut être estimée raisonnablement, en fonction de l'information disponible à ce moment. Toute perte ainsi comptabilisée serait imputée au résultat et incluse dans les créances et charges à payer. Tout règlement en espèces serait déduit des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. La direction estime le montant de la perte en analysant les dénouements éventuels et en examinant diverses stratégies à l'égard des litiges et des règlements.

Débiteurs

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses sur la base de l'expérience passée, de la situation de chaque établissement, de la situation financière de la contrepartie et de l'ancienneté des créances.

Les créances clients comprennent certaines sommes qui sont échues à la fin de la période de présentation de l'information financière et pour lesquelles la Société n'a pas comptabilisé de provision pour créances douteuses. Puisque la qualité du crédit de la contrepartie n'a pas subi de modification importante, ces sommes sont considérées comme étant recouvrables.

Normes comptables adoptées en 2012

Le 1^{er} décembre 2010, MTY a adopté les normes internationales d'information financière pour la présentation de son information financière et défini le 1^{er} décembre 2010 comme date de transition. Par conséquent, les états financiers consolidés de l'exercice clos le 30 novembre 2012 et les données comparatives ont été préparés conformément aux normes IFRS 1 « Première application des normes internationales d'information financière » émises par le Conseil des normes comptables internationales (« IASB »).

Les méthodes comptables utilisées pour dresser les états financiers et les données comparatives sont présentées à la note 3 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 30 novembre 2012. Ces méthodes comptables ont été appliquées de manière rétrospective jusqu'au 1^{er} décembre 2010. Les rapprochements du résultat et de la situation financière de la Société sont présentés à la note 34 des états financiers consolidés.

Les normes qui suivent ont eu une incidence sur l'information financière présentée antérieurement selon les PCGR canadiens :

IFRS 3 « Regroupements d'entreprises »

IFRS 3 élimine le concept de goodwill négatif pour introduire à la place un « profit sur une acquisition à des conditions avantageuses ». Selon les PCGR canadiens, lorsque la contrepartie d'acquisition était inférieure à la juste valeur des actifs identifiables reçus, la différence était répartie au prorata sur les actifs non financiers acquis. Selon IFRS 3, un gain doit être constaté à l'état du résultat global. Ceci a entraîné le retraitement de l'une des acquisitions effectuées au cours de notre exercice 2011; de ce fait, le coût historique des actifs non financiers acquis a été accru de 0,1 million \$, les impôts différés ont été retraités pour refléter la variation des différences temporelles et la dotation aux amortissements sur le coût accru des immobilisations corporelles a aussi été retraitée. L'incidence nette sur le résultat et le résultat global a été de 0,1 million \$.

IAS 12 « Impôt sur le résultat »

Les IFRS diffèrent des PCGR canadiens quant au traitement de l'impôt différé relatif aux immobilisations incorporelles et au goodwill lorsque les immobilisations incorporelles sont acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Lors de la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises, un actif ou un passif d'impôt différé à long terme doit être constaté lorsqu'il y a un écart, temporel ou définitif, entre la juste valeur de l'actif incorporel et sa base fiscale selon les lois sur l'impôt des sociétés applicables. En particulier, la Société a dû retraiter l'impôt différé sur ses marques de commerce. Parce qu'elle avait choisi de ne pas appliquer IFRS 3 aux acquisitions réalisées avant la date de transition, le rajustement d'impôt différé relatif à cette période est venu réduire le résultat non distribué. Dans le cas des acquisitions ultérieures à cette date, le rajustement a eu une incidence sur le montant du goodwill constaté pour chaque regroupement d'entreprises.

De plus, IAS 12 élimine la partie à court terme de l'impôt sur le résultat différé. En conséquence, un actif d'impôt différé courant est maintenant comptabilisé avec l'actif à long terme. Au 1^{er} décembre 2010, la Société a reclassé de la sorte un montant de 3,6 millions \$.

IAS 16 « Immobilisations corporelles »

La Société a choisi d'employer la méthode de la comptabilisation à la valeur d'acquisition à l'égard de ses immobilisations corporelles (« ImCo ») et continuera d'utiliser cette méthode pour constater de tels actifs.

Outre l'incidence d'IFRS 3 sur les ImCo mentionnée plus haut, la Société a identifié un ajustement de conversion qui résulte d'un écart entre les rythmes de consommation ou durées d'utilité d'éléments des ImCo. Selon les IFRS, les éléments d'un actif capitalisé doivent être isolés et dépréciés séparément. Auparavant, les éléments d'un actif donné étaient dépréciés comme un tout. Ce changement a eu pour effet de réduire la valeur comptable des ImCo de 0,04 million \$ à la date de transition, le 1^{er} décembre 2010, de réduire le passif d'impôt différé de 0,01 million \$ et de réduire le résultat non distribué du net de ces deux montants. La modification de la méthode d'amortissement a également eu une incidence sur l'amortissement subséquent et les profits ou pertes à la cession.

IAS 18 « Produits des activités ordinaires »

Sous les PCGR canadiens, la Société comptabilisait ses projets clés en main selon la méthode de l'achèvement des travaux et par conséquent, constatait les produits, charges et profits des projets une fois qu'ils étaient livrés aux franchisés. Selon les IFRS, la Société est tenue d'employer la méthode du pourcentage d'avancement, qui accélère la constatation des produits et charges de chaque projet. Les débiteurs, les créditeurs et les stocks de projets en cours de construction détenus pour revente ont donc dû être retraités.

Au 1^{er} décembre 2010, la Société a dû relever son résultat non distribué de 0,10 million \$ à l'égard de sommes qui auraient dû être constatées au cours de la période antérieure de l'exercice. Par conséquent, le résultat net de la période subséquente, où ces profits avaient été constatés selon les PCGR canadiens, a été réduit du même montant. Le renversement, à la date de transition, des produits et charges constatés dans des périodes antérieures de l'exercice amène, au premier trimestre de 2011, une réduction des produits de 1,08 million \$, une réduction des charges de 0,94 million \$ et une réduction de la charge d'impôt sur le résultat de 0,04 million \$. Ce rajustement est compensé en partie par la constatation de produits et charges additionnels au premier trimestre de 2011. L'incidence nette est présentée à la note 34 des états financiers consolidés.

IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation »

Sous les PCGR canadiens, la Société n'a pas actualisé les retenues de garantie sur ses acquisitions qui ne portent pas intérêts parce qu'une exemption existait. Sous les IFRS, cette exemption n'est plus disponible. La Société a donc actualisé ses retenues de garantie ne portant pas intérêts et rajusté la contrepartie payée pour ses acquisitions en conséquence, l'incidence de la réduction de la juste valeur des retenues de garantie étant affectée au goodwill.

Étant donné l'exemption disponible sous IFRS 1, la Société n'a cependant pas ajusté le prix d'achat de la bannière Valentine; la différence entre les valeurs comptables des retenues selon les PCGR canadiens et les IFRS a été compensée dans le résultat non distribué. L'incidence sur le résultat non distribué s'élève à 0,1 million \$.

Modifications comptables futures

IFRS 9 « Instruments financiers »

IFRS 9 « Instruments financiers » a été émise en novembre 2009 et renferme les exigences à l'égard des actifs financiers. Elle détermine le classement et l'évaluation d'actifs financiers et remplace les multiples modèles de classement et d'évaluation contenus dans IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » à l'égard des instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte qui ne comporte que deux catégories : le coût amorti et la juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres, lesquels sont constatés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque des

instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement sur le capital investi. Néanmoins, d'autres gains et pertes (y compris des dépréciations) associés à de tels instruments demeurent au cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment.

En octobre 2010, l'IASB a modifié IFRS 9 « Instruments financiers », laquelle a remplacé IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRIC 9 « Réexamen de dérivés incorporés ». Cette révision fournit des lignes directrices sur le classement, le reclassement et l'évaluation de passifs financiers ainsi que sur la présentation des gains et pertes par le biais du résultat net des passifs financiers désignés comme étant évalués à la juste valeur. Les exigences à l'égard des passifs financiers, ajoutées en octobre 2010, reprennent en large part les exigences d'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », sauf en ce qui concerne les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, lesquels seraient généralement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Cette nouvelle norme s'applique aux exercices financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. Une application anticipée est autorisée.

IFRS 10 « États financiers consolidés »

En mai 2011, l'IASB a émis IFRS 10 « États financiers consolidés » qui établit les principes pour la préparation et la présentation des états financiers consolidés d'une entité qui en contrôle une ou plusieurs autres. IFRS 10 propose un même modèle de consolidation qui définit que le contrôle est à la base de la consolidation. La nouvelle norme décrit la façon d'appliquer le principe du contrôle pour identifier les situations où une société en contrôle une autre et doit par conséquent présenter des états financiers consolidés. IFRS 10 définit également l'information qui doit être fournie dans les états financiers consolidés. Elle annule et remplace IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et SIC-12 « Consolidation – Entités ad hoc ».

Cette nouvelle norme s'applique aux exercices financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Une application anticipée est autorisée.

IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »

En mai 2011, l'IASB a émis IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ». IFRS 12 intègre, dans une même norme, des directives sur l'information à fournir à l'égard des intérêts détenus dans des filiales, des partenariats et entreprises associées ainsi que dans des entités structurées. L'objectif de la norme est d'exiger d'une entité qu'elle fournisse des informations permettant aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer son exercice du contrôle, les restrictions qui pèsent sur les actifs et passifs consolidés, l'exposition au risque associée à des intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées et la part d'intérêts minoritaires dans les activités d'entités consolidées.

Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Une application anticipée est autorisée.

IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur »

En mai 2011, l'IASB a émis un guide sur l'évaluation à la juste valeur qui définit les obligations d'information par voie de note. Ce guide est repris dans IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » et son objectif est d'intégrer, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur selon les IFRS. Il ne définit pas d'autres avenues d'utilisation de la juste valeur.

Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Une application anticipée est autorisée.

IAS 1 « Présentation des états financiers »

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 1 « Présentation des états financiers » pour exiger des entités qui préparent des états financiers conformes aux IFRS qu'elles regroupent les autres éléments du résultat global (AÉRG) susceptibles d'être reclassés au résultat net du compte des résultats et groupent séparément les éléments qui n'y seront pas reclassés. Les modifications réaffirment aussi les dispositions actuelles à l'effet que les composantes du résultat net et les AÉRG peuvent être présentés soit en tant qu'éléments d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé.

La version modifiée de cette norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. Une application anticipée est autorisée.

IAS 19 « Avantages du personnel »

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19 « Avantages du personnel » pour améliorer la comptabilisation des pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les modifications apportent des améliorations importantes :

- Elles éliminent la possibilité de différer la comptabilisation des gains et pertes connue comme la « méthode corridor » ou « méthode du report et de l'amortissement »;
- Elles simplifient la présentation de l'évolution des actifs et passifs générés par des régimes à prestations définies, notamment en exigeant que les réévaluations soient présentées aux autres éléments du résultat global, ce qui permet de distinguer ces ajustements de ceux fréquemment perçus comme le résultat des activités quotidiennes; et
- Elles améliorent les dispositions relatives aux informations à fournir à l'égard des régimes à prestations définies, notamment par une meilleure information sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et sur les risques auxquels s'exposent les entités qui participent à de tels régimes.

La version modifiée de cette norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Une application anticipée est autorisée.

IFRS 7 « Instruments financiers: informations à fournir » et IAS 32 « Instruments financiers : présentation »

En décembre 2011, l'IASB a modifié IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » et IAS 32 « Instruments financiers : présentation » dans le cadre de son projet sur la compensation des actifs financiers et des passifs financiers. IFRS 7 a été modifiée pour harmoniser l'information à fournir à celle du Financial Accounting Standards Board (FASB), tandis qu'IAS 32 a été modifiée pour clarifier certains éléments et traiter des incohérences rencontrées lors d'une application pratique de la norme.

Les versions modifiées d'IFRS 7 et d'IAS 32 s'appliquent respectivement de façon rétrospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 et du 1^{er} janvier 2014. Une application anticipée est autorisée.

La Société évalue présentement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés et déterminera si elle opte pour une application anticipée.

Risque lié à l'environnement économique

L'entreprise de la Société est tributaire de nombreux aspects d'un environnement économique général sain qui vont de dépenses de consommation soutenues propres à promouvoir les ventes jusqu'à l'accessibilité au crédit requis pour financer les franchisés et la Société. À la lumière des récentes tourmentes qui ont touché l'économie, le crédit et les marchés financiers, la rentabilité de la Société et le cours de ses actions ne sont pas à l'abri de revers. Les hypothèses de planification actuelles de la Société prévoient que l'industrie de la restauration rapide sera affectée par la récession qui traverse présentement les provinces où elle fait affaires. Cependant, la direction juge que la situation économique actuelle n'aura pas de conséquences majeures sur la Société pour les raisons suivantes : 1) la Société dispose de solides flux de trésorerie; 2) pendant une période de ralentissement économique, les établissements de restauration rapide sont une option abordable pour les consommateurs qui souhaitent prendre un repas à l'extérieur.

Instruments financiers et exposition au risque financier

Dans le cours normal de ses activités, la Société a recours à divers instruments financiers qui comportent, de par leur nature, certains risques, notamment le risque de marché et le risque de crédit en cas de non-exécution de la part des contreparties. Ces instruments financiers sont soumis aux normes de crédit, aux contrôles financiers, aux procédés de gestion du risque et aux procédés de surveillance habituels.

Juste valeur des instruments financiers comptabilisés

Le tableau suivant présente les justes valeurs des instruments financiers comptabilisés obtenues au moyen des méthodes d'évaluation et des hypothèses décrites ci-après :

(en milliers \$)	Au 30 novembre 2012		Au 30 novembre 2011	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie	33 036	33 036	5 995	5 995
Placements temporaires	-	-	4 632	4 632
Débiteurs	13 631	13 631	10 496	10 496
Prêts à recevoir	919	919	1 119	1 119
Charges payées d'avance et dépôts	338	338	312	312
Passifs financiers				
Créditeurs et charges à payer	13 426	13 426	13 540	13 540
Dettes à long terme	7 476	7 476	9 008	9 008

Détermination de la juste valeur

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers de chaque catégorie :

Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements temporaires, débiteurs, dépôts, créditeurs et charges à payer – La valeur comptable se rapproche de la juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

Prêts à recevoir – Les prêts à recevoir portent intérêt aux taux du marché; la direction estime donc que leur valeur comptable se rapproche de leur juste valeur.

Dettes à long terme – Le calcul de la juste valeur de la dette à long terme est fondé sur la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs selon les ententes de financement en vigueur, en fonction du taux d'emprunt estimatif s'appliquant actuellement à des emprunts similaires de la Société.

Politiques en matière de gestion des risques

La Société est exposée à divers risques liés à ses actifs et à ses passifs financiers. L'analyse qui suit présente une évaluation des risques au 30 novembre 2012.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit principalement en raison de ses créances clients. Les montants figurant à l'état de la situation financière sont présentés après déduction des provisions pour créances douteuses, que la direction de la Société estime en fonction de l'expérience passée et de son analyse de la conjoncture économique. La Société estime que le risque de crédit lié à ses débiteurs est limité pour les raisons suivantes :

- Sauf pour ce qui est des montants à recevoir de franchises établies dans d'autres pays, la Société s'appuie sur une vaste clientèle répartie surtout au Canada, ce qui limite son risque de crédit.

- La Société inscrit une provision pour créances douteuses lorsque la direction estime que les montants que la Société devrait recouvrer sont inférieurs au montant réel de la créance.

Le risque de crédit lié à la trésorerie, aux équivalents de trésorerie et aux placements temporaires est limité du fait que la Société investit ses liquidités excédentaires dans des instruments financiers de première qualité.

Le risque de crédit lié aux prêts à recevoir est semblable à celui lié aux débiteurs. Une provision pour créances douteuses s'élevant à 55 \$ est présentement comptabilisée (néant au 30 novembre 2011 et au 1^{er} décembre 2010) à l'égard des prêts à recevoir.

Risque de change

La Société a conclu des contrats en vue de réduire au minimum son exposition aux fluctuations des devises, notamment en ce qui concerne les achats de café. Au 30 novembre 2012, la valeur totale de tels contrats s'élevait à d'environ 458 000 \$.

Sauf en ce qui concerne les contrats mentionnés ci-dessus, la Société est peu exposée au dollar américain; elle en subit les fluctuations à la suite de variations du taux de change, dans la mesure où des opérations sont conclues dans cette devise. De l'avis de la direction, ce risque est plutôt limité.

Au 30 novembre 2012, la Société disposait d'une encaisse en dollars américains s'élevant à 425 000 \$CA contre des débiteurs d'un montant net de 429 000 \$CA. Par conséquent, une variation de 1% du taux de change donnerait lieu à une variation d'environ 9 000 \$CA du résultat global.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de ses placements temporaires. En raison de la nature à très court terme des placements temporaires, le risque que les variations des taux d'intérêt se traduisent par des fluctuations importantes de la juste valeur est considéré comme limité.

La Société est également exposée au risque de taux d'intérêt en raison de sa marge de crédit opérationnelle et d'un emprunt bancaire contracté par une filiale. Les deux facilités portent intérêt à un taux variable et, par conséquent, la charge d'intérêts pourrait éventuellement devenir plus importante. La marge de crédit n'est actuellement pas utilisée par la Société. Par conséquent, l'exposition au risque de taux d'intérêt est négligeable.

Une augmentation de 100 points de base du taux préférentiel donnerait lieu à une augmentation de 34 000 \$ par année de la charge d'intérêts sur l'emprunt bancaire en cours.

Risque de liquidité

La Société conserve des facilités de crédit afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour respecter ses obligations financières actuelles et futures à un coût raisonnable.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 30 novembre 2012 :

<i>(en milliers \$)</i>	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Entre 0 et 6 mois	Entre 6 et 12 mois	Entre 12 et 24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	13 426	13 426	13 426	-	-
Dettes à long terme	7 476	7 621	3 733	3 601	287
Intérêts sur la dette à long terme	S/O	S/O	151	130	137
	20 902	21 047	17 310	3 731	424

Aperçu

La direction est d'avis que la tendance dans l'industrie de la restauration rapide continuera de croître en réponse à la demande de consommateurs occupés et pressés.

La direction continuera à se centrer sur l'intégration complète des dernières acquisitions et sur l'optimisation de la valeur de ces nouveaux établissements et concepts dans notre groupe.

La direction s'efforce toujours d'offrir à ses clients une vaste gamme de menus innovateurs et des restaurants au décor actuel. L'industrie de la restauration rapide demeurera exigeante et la direction croit qu'en mettant l'accent sur l'offre alimentaire, la constance et l'ambiance, les restaurants de MTY se tailleront une plus forte position pour faire face aux défis.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information qui doit être présentée dans les rapports déposés auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits. Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction de la Société de sorte qu'elle prenne des décisions en temps opportun quant à la communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe au chef de la direction et au chef de la direction financières d'établir et de maintenir un processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR canadiens.

Le Chef de la direction et le Chef de la direction financière, de même que la direction, après avoir évalué l'efficacité du processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 30 novembre 2012, ont conclu qu'il était efficace.

Le Chef de la direction, le Chef de la direction financière et la direction ont conclu qu'à leur connaissance et après avoir procédé à une évaluation, au 30 novembre 2012, aucun changement n'avait été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui ait eu ou soit raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Limites des contrôles et procédures

La direction, y compris son président et chef de la direction et son chef de la direction financière, croient que si bien conçus et appliqués qu'ils soient, les contrôles et procédures de communication de l'information ou le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, que les objectifs des systèmes de contrôles sont atteints. De plus, la conception d'un système de contrôles doit refléter le fait qu'il existe des contraintes au plan des ressources et que les bénéfices des contrôles doivent être évalués en fonction de leurs coûts. Étant donné les limites inhérentes à tous les systèmes de contrôles, aucun ne peut fournir l'assurance absolue que tous les problèmes de contrôle et cas de fraude, s'il en est à l'intérieur de la Société, ont été prévenus ou détectés. Ces limites inhérentes comprennent que le jugement des faits lors d'une prise de décision peut être faussé et qu'un incident peut survenir d'une simple erreur ou par méprise. En outre, les contrôles peuvent être contournés par les actes individuels de certaines personnes, par collusion entre deux personnes ou plusieurs, ou par dérogation non autorisée au contrôle. La conception d'un système de surveillance des contrôles est aussi fondée en partie sur certaines hypothèses à l'égard de la possibilité d'événements futurs et rien ne peut garantir que le système conçu parviendra à atteindre les objectifs qu'il s'est donnés dans toutes les conditions éventuelles futures.

En conséquence, étant donné les limites inhérentes à un système de contrôle efficient, des inexactitudes dues à l'erreur ou à la fraude peuvent survenir et ne pas être détectées.

Limitation de l'étendue de la conception

La direction, de concert avec son président et chef de la direction et son chef de la direction financière, a limité l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société pour en exclure les contrôles, politiques et procédures et le contrôle interne à l'égard de l'information financière relatifs à certaines entités ad hoc sur lesquelles la Société est habilitée à exercer un contrôle de fait et qui, par conséquent, ont été consolidées dans les états financiers consolidés de la Société. Pour la période de 12 mois close le 30 novembre 2012, ces entités ad hoc représentent 0% de l'actif courant de la Société, 0% de son actif non courant, 1% du passif courant de la Société, 0% de son passif à long terme, 5% des produits de la Société et 0% de son résultat.

“Stanley Ma”

Stanley Ma, chef de la direction

“Éric Lefebvre”

Éric Lefebvre, CPA, CA, MBA
Chef de la direction financière